



Archives et Droits de l'Homme

Mars 2015 – Principes relatifs à l'accès aux archives

Cet article est le sixième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

5. Les documents sont consultables selon des conditions d'accès justes et égales pour tous.

Les archivistes communiquent les documents aux usagers sans discrimination selon les principes de justice et d'égalité, et en temps voulu. Différentes catégories d'usagers consultent les archives et les règles d'accès doivent tenir compte de ces différents groupes (par exemple le public en général, enfants adoptés recherchant des informations sur leurs parents biologiques, chercheurs en médecine recherchant des informations statistiques dans les archives d'hôpitaux, victimes de violations des droits de l'homme). Mais elles devraient s'appliquer de manière égale à toute personne au sein de chaque catégorie sans distinction. Lorsque qu'un document non communicable est examiné, et que la communication en est accordée à un membre du public général, le document peut être consulté par d'autres individus du public selon les mêmes modalités et conditions.

Les décisions de communication sont prises aussi rapidement que possible après la réception de la demande de consultation. Les archives des organismes publics qui ont été ouvertes à la consultation publique avant leur versement à l'institution d'archives, à l'exception de celles qui ont été rendues publiques par des moyens illégaux ou non autorisés, demeurent communicables après leur versement quels que soient leur contenu, leur forme ou leur date. Si une partie seulement de l'information contenue dans un document a été publiée ou est facilement consultable par le public, elle demeure communicable après le versement; l'information non communicable relève de la politique et des procédures normales d'accès. Les archivistes encouragent les actions juridiques ou règlementaires visant à ouvrir les archives de manière responsable, et ne soutiennent pas les tentatives visant à interdire la communication d'informations qui ont déjà été rendues publiques, soit en les classifiant à nouveau soit en détruisant les archives.

Les institutions privées conservant des archives les communiquent aux usagers selon un principe d'égalité; cependant, les accords existant avec les donateurs, les exigences en matière de sécurité de l'institution et les contraintes qui y sont liées peuvent pousser l'archiviste à établir des distinctions entre les chercheurs. Les critères utilisés par les institutions privées pour définir un accès sélectif sont rendus publics dans leur politique de communication, et les archivistes encouragent leurs institutions à réduire ces exceptions autant que possible.

Le Principe 5 couple «égalité d'accès» et «accès équitable». L'articulation est significative. L'égalité d'accès ne signifie pas que tout le monde puisse voir les mêmes choses, mais plutôt que (1) les catégories d'utilisateurs qui sont établies sont justes et (2), au sein de ces catégories, chaque personne bénéficie d'un accès égal en nature, mais pas nécessairement dans le contenu. Par exemple, si un gouvernement permet à une personne adoptée de voir les dossiers de son adoption, tous les autres enfants adoptés devraient avoir le même droit d'accès aux dossiers de leur adoption, mais le gouvernement pourrait équitablement décider que les membres du public n'ont pas accès aux dossiers d'adoption si les personnes concernées sont encore en vie. Ou, autre exemple, si un membre du public a accès aux dossiers des arrestations effectuées par la police locale, tous les autres membres devraient y avoir accès, également.

Le Principe aborde également les questions litigieuses de la fermeture de dossiers qui ont déjà été ouverts à la recherche publique. Il déconseille fortement de telles pratiques, tout en reconnaissant que les documents divulgués par des fuites ou des erreurs ne peuvent pas être considérés comme officiellement communiqués par l'organisme de création, et par conséquent les dossiers ne sont pas accessibles dans les archives. Il s'agit clairement d'une situation gênante. Les archivistes cherchent à résoudre ce genre de situations anormales le plus rapidement possible.

Le Principe 5, comme tous les principes, s'applique également aux documents d'organismes privés et de particuliers. Dans certains de ces cas, les accords avec les donateurs entrent en jeu. Par exemple, une famille peut engager un biographe officiel pour écrire sur un parent et elle veut que le biographe ait accès à toutes les archives, même si certaines sont soustraites à la recherche publique conformément à l'acte de donation. Il s'agit d'un accès inégal, mais si le fait que le biographe peut utiliser les documents est de connaissance publique et s'il y a une limite de temps juste pour cet accès privilégié, les institutions d'archives peuvent justifier l'acceptation de la restriction. Cependant, les règlements qui précisent que les dossiers ne seront disponibles que pour les chercheurs «*bona fide*», sans indiquer clairement qui est considéré comme un chercheur «*bona fide*», sont injustes et font souvent l'objet d'interprétations inégales.

Les chercheurs ne devraient pas avoir à "séduire l'archiviste" pour avoir accès, comme un chercheur l'a fait dans un dépôt d'archives au Mali :

<http://www.thesmartset.com/article/article08220801.aspx>.

C'est précisément ce à quoi le Principe s'oppose. Tous les dossiers ne peuvent pas être ouverts à tous les chercheurs, à tout moment, mais les chercheurs doivent être convaincus que l'accès aux archives est accordé sur une base juste et équitable.

Commentaire.

(Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente du groupe de travail des droits de l'homme HRWG, Conseil international des archives. Traduit par Cristina Bianchi, AAS)

Depuis qu'un homme est monté dans un ballon avec une caméra au milieu du 19^e siècle, nous avons eu des photographies aériennes. Des caméras ont volé en altitude sur des cerfs-volants, toutes sortes d'avions, des fusées et des missions spatiales habitées, dans des satellites, des drones et même sur des pigeons. La cartographie, l'arpentage et la surveillance sont des utilisations contemporaines évidentes de l'imagerie par satellite, et de plus en plus la communauté des droits de l'homme utilise cet outil, quoique d'une manière un peu différente. Les images satellites des zones de conflits sont utilisées pour localiser les dommages, rechercher des personnes disparues, identifier les mouvements de populations et militaires et surveiller les emplacements d'intérêt particulier, tels que les sites de patrimoine culturel.

Rien qu'au cours de la dernière année, les Nouvelles HRWG a rapporté l'utilisation de la photographie par satellite pour documenter l'expulsion forcée de personnes vivant autour d'une mine dans la République démocratique du Congo (publication de décembre 2014), estimer le nombre de décès lors d'une manifestation au Caire en 2013 (2014-08), montrer la déforestation et la réinstallation forcée des populations autochtones en Ethiopie (2014-02), identifier les sites d'exécution de masse en Irak (2014-09), documenter les crimes de guerre au Sud-Soudan (2014-08), démontrer que les militaires construisent des structures pour eux-mêmes mais pas pour les réfugiés dans la partie nord du Sri Lanka (2014-08), analyser la destruction d'installations médicales à Alep et à Damas, en Syrie (2014-06), et déterminer l'occupation d'une prison au Turkménistan (2014-09). Il est clair que l'imagerie est un nouvel outil important et polyvalent. Cependant, comme *Human Rights Watch* l'a noté quand il a utilisé des images satellites pour documenter une campagne systématique d'incendie criminel dirigé contre la population civile dans le nord du Nigeria (2015-01), les images satellite ne révèlent pas les décès ou les blessures ; mais quand aucune autre information n'est disponible "l'utilisation crédible de l'imagerie satellitaire se rapproche le plus de la vérité".

L'utilisation croissante de cette technologie dans l'analyse des conflits a conduit l'Académie américaine pour l'avancement des sciences (AAAS) à délivrer une brochure "L'imagerie satellite des sites culturels dans les conflits: Une mise en garde". Après avoir noté la facile disponibilité des images à haute résolution de satellites commerciaux, l'AAAS a déclaré : "Les chercheurs et autres personnes utilisant ce type de collecte d'informations dans des situations sensibles et volatiles, telles que le conflit actuel en Irak, sont confrontés à des questions éthiques liées à la divulgation de ces informations. Ils doivent aussi tenir compte des limitations techniques de la technologie des satellites dans l'analyse". Ils avertissent que même avec des images de haute résolution, certains objets peuvent paraître en bon état s'ils sont petites ou sous abri (comme sous les arbres) et donc "les rapports de dommages ne peuvent pas être vérifiables en utilisant seulement la technologie par satellite". Mais un avertissement plus grave porte sur la divulgation d'information obtenue de l'analyse de l'imagerie satellitaire: "toutes les parties devraient au minimum examiner les questions suivantes, en particulier en matière d'analyse de sites culturels en Irak, lorsqu'ils veulent peser l'impact de la divulgation des résultats de recherche:

"Qu'est-ce que la population touchée gagne par nos activités?"

"Quelles pourraient être les conséquences négatives imprévues de nos activités pour la sécurité des personnes, et comment pouvons-nous éviter ou minimiser ces conséquences?"

"Les activités tiennent-elles compte des menaces possibles face à la protection de la population touchée? Pourraient-elles saper les efforts que les gens font pour se protéger?"

"Les activités pourraient-elles autonomiser par inadvertance ou renforcer la position des groupes armés ou d'autres acteurs?"

AAAS invite les personnes ou organisations à approuver cette mise en garde :

<http://www.aaas.org/page/satellite-imaging-cultural-sites-conflict-cautionary-note>

Les Archives acquièrent l'imagerie satellite à partir de nombreuses sources: unités militaires, services de cartographie, entreprises de l'aérospatiale, organisations géographiques et géophysiques et leurs homologues dans les universités et instituts de recherche, et maintenant d'organisations des droits de l'homme. Les types de questions sur les accès décrits ci-dessus font l'écho des préoccupations que les archivistes ont sur certaines utilisations de photographies aériennes et d'images satellite. Quand j'ai travaillé aux Archives nationales des États-Unis, qui possède d'énormes fonds en images aériennes et satellitaires, un chercheur est venu et a demandé à voir des photographies aériennes de régions éloignées d'un pays bien connu pour avoir des problèmes avec le vol d'antiquités (pour un exemple actuel, voir l'histoire de la statue d'un bouddha volée en 1995 dans un village en Chine, confirmé par les archives locales - qui a maintenant réapparu à Budapest (http://news.xinhuanet.com/english/2015-03/22/c_134087352.htm). Nous avons donné accès aux documents d'archives, mais je me suis toujours demandé si nous avons encouragé le pillage. Comme archivistes, nous ne pouvons pas et ne devrions pas surveiller l'utilisation ultérieure des archives par les chercheurs. Mais nous devons absolument réfléchir sur les types de questions qu'AAAS soulève lorsque nous prenons des décisions sur notre utilisation de nos fonds dans des publications, des expositions, et des portails en ligne. Les archives sont neutres; leur utilisation ne l'est pas.

Nouvelles du Groupe de travail droits de l'homme. Le Groupe a présenté un projet révisé des "Principes de base relatif au rôle des archivistes pour la défense des Droits de l'Homme" au Conseil exécutif de l'ICA pour examen à sa réunion d'avril. Merci à Perrine Canavaggio pour la traduction en français.

Nouvelles internationales.

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. Le co-juge d'instruction international a décidé de mettre en examen trois personnes, une femme et deux hommes, dans deux affaires distinctes. Dans le communiqué de presse sur chaque personne accusée, la Cour a promis que les avocats des accusés pourront "avoir accès au dossier de l'affaire" qui a été assemblé.

<http://www.eccc.gov.kh/en/articles/international-co-investigating-judge-charges-meas-muth-absentia-case-003>;

<http://www.eccc.gov.kh/en/articles/international-co-investigating-judge-charges-im-chaem-absentia-case-004>;

<http://www.eccc.gov.kh/en/articles/international-co-investigating-judge-charges-ao-case-004>

Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne. Dans un rapport au Conseil des droits de l'homme, la Commission a déclaré qu'elle a commencé "l'échange de preuves, y compris les noms des suspects, avec les procureurs et les autorités judiciaires nationales qui envisagent de lancer leurs propres enquêtes", que ce soit des poursuites contre des citoyens ou des affaires relevant de la compétence universelle, a rapporté *The Guardian*. La Commission a également appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à soit renvoyer le conflit syrien à la Cour pénale internationale à des fins de poursuites judiciaires ou d'établir un tribunal ad hoc pour gérer les procès pour crimes de guerre.

<http://www.theguardian.com/world/2015/mar/17/call-for-special-tribunal-to-investigate-war-crimes-and-mass-atrocities-in-syria>

Cour pénale internationale (CPI). La *International Justice Tribune* a publié un rapport sur "la quête de preuves scientifiques" de la Cour pénale internationale. Elle a examiné les difficultés que le Bureau du Procureur (BdP) a eu pour obtenir des preuves, notant que son plan stratégique déclarait qu'OTP permettrait d'améliorer "ses capacités à recueillir d'autres formes de preuves en plus des déclarations de témoins", incluant "des informations glanées à partir des ordinateurs, téléphones, courriels, affichages sur Internet, médias sociaux, données financières, photos, enregistrements audio, vidéos, données GPS à partir d'appareils cellulaires et images satellitaires". www.justicetribune.com, No. 178.

Nations Unies. Le Secrétaire général des Nations Unies a nommé un comité de trois personnes pour "examiner et évaluer la valeur probante de nouvelles informations liées à la mort tragique, en septembre 1961, de Dag Hammarskjöld et des membres du parti qui l'accompagnaient". Le comité examinera les archives de la Commission Hammarskjöld "ainsi que des documents ou des informations pertinentes publiées par les États membres ou par d'autres sources". Le président, Mohamed Chande Othman de Tanzanie, a occupé de nombreux postes précédents à l'ONU, notamment en tant que membre du Comité consultatif sur les Archives des tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie. Le rapport du groupe est attendu à fin juin. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2014-12.

<http://www.un.org/press/en/2015/sga1555.doc.htm>

Un rapport interne d'experts des Nations Unies de novembre 2013 sur l'exploitation et les abus sexuels par les Casques bleus de l'ONU a été obtenu et publié par l'organisation non gouvernementale AIDS-Free World. Le rapport indique que "l'ONU ne connaît pas la gravité du problème, car les chiffres officiels masquent ce qui semble être une quantité significative de sous-déclaration", en raison en partie de "problèmes de tenue des archives, avec des chiffres qui ne correspondent pas d'une source à l'autre". Il note que tous les cas "sont rassemblés dans un système de suivi de fautes professionnelles" qui a été conçu dans le but de fournir une vue d'ensemble du problème. Il a exhorté à la création "d'une base de données unique et cohérente de cas" et le partage des informations entre les parties de l'ONU.

<http://www.globalissues.org/news/2015/03/16/20740>

Pour le 20e anniversaire de la Plate-forme d'action de Beijing, "le projet international le plus complet pour faire avancer les droits des femmes", l'ONU Femmes "a entrepris un examen et une évaluation de la mise en œuvre", collectant les rapports nationaux de 166 pays. Le rapport d'examen du Secrétaire général a noté des axes de progrès, mais a déclaré que "d'importantes lacunes demeurent" et a appelé, entre autres choses, "à des investissements accrus dans les statistiques de genre."

http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/sg%20report_synthesis-en_web.pdf

Une exposition de photos au siège des Nations Unies a mis en vedette une vingtaine de photographies prises en Syrie entre 2011 et mi-2013 par un ancien photographe de la police militaire qui les a sorties clandestinement de Syrie. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2014-01.

http://www.trust.org/item/20150310200501-upuke/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly%20Digest%20110315&utm_content=Weekly%20Digest%20110315+CID_a370550259c7188b7d08390369a06e92&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Graphic%20torture%20photos%20from%20Syria%20on%20display%20at%20United%20Nations

Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme. Le Conseil s'est réuni au cours du mois de mars, pour entendre de nombreux rapports et produire de nombreuses résolutions. En voici quelques uns :

1. Un rapport de la mission envoyée en Irak par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Il a déclaré que l'État islamique en Irak et au Levant "pourrait avoir commis un génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité dans ses attaques contre les groupes ethniques et religieux dans le pays", mais a noté que "plusieurs sources crédibles" ont allégué que les forces de sécurité irakiennes et "groupes armés associés" ont aussi violé les lois humanitaires internationales et les droits de l'homme. La mission a examiné "toutes les informations disponibles, incluant les témoignages de [plus de 100] témoins et victimes, la documentation du gouvernement irakien, des États membres, des organisations compétentes non gouvernementales et des Nations Unies."
<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=15755&LangID=E; A/HRC/28/18>
<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Pages/ListReports.aspx>

2. Une résolution a été adoptée pour la nomination, lors d'un mandat de trois ans, d'un rapporteur spécial sur le droit à la vie privée.
<http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=15763&LangID=E>

3. Un rapport du Haut-Commissaire d'un panel de discussion de septembre 2014 "sur l'enseignement de l'histoire et les processus de commémoration." Lors du panel, Pablo de Greiff, le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, justice, réparation et garanties de non-répétition, a exhorté les États à faciliter l'accès aux archives, en soulignant que "l'écart entre la théorie et la pratique dans le domaine de l'enseignement de l'histoire et des processus de commémoration était encore largement visible à travers la dénégation, de la part des différents États, des violations, incluant les massacres et les génocides; la manipulation de l'histoire commune à des fins politiques étroites; les obstacles au travail des artistes, des universitaires et des historiens, incluant également l'accès aux archives . . ." Au cours de la discussion générale, "de nombreuses délégations ont insisté sur les obligations des États à respecter les droits d'avoir accès à l'information . . . Les États devraient assurer l'accès aux archives et aux bibliothèques". En outre, les gouvernements devraient "assurer l'accès aux fonds des bibliothèques et des archives d'intérêt public, y compris pour les chercheurs d'autres États". A / HRC / 28/36
<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Pages/ListReports.aspx>

4. Un rapport du Rapporteur spécial dans le domaine des droits culturels, "La politique du droit d'auteur et le droit à la science et à la culture." La Fédération internationale des associations de bibliothécaires (IFLA) a publié une déclaration à l'appui du rapport, et plusieurs associations archivistiques ont signé la déclaration de l'IFLA.
[http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Documents/A_HRC_28_57_ENG.doc.;](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Documents/A_HRC_28_57_ENG.doc;)
<http://www.ifla.org/node/9455> Merci à Peter Hirtle pour l'information.

Groupe de la Banque mondiale. La Banque mondiale a publié un rapport intitulé "Cartes de rapport : L'impact de la fourniture de tests scolaires de l'enfant sur les marchés éducatifs". En utilisant les données de 112 villages pakistanais, les chercheurs ont constaté que le simple fait de fournir une carte de rapport écrite aux parents avait augmenté les résultats des tests des élèves, augmenté les effectifs de l'école primaire, et diminué les frais privés de scolarité.
http://documents.worldbank.org/curated/en/2015/03/24220579/?cid=DEC_PolicyResearchEN_D_INT

Monde/Nouvelles générales.

Vidéos d'Abou Ghraïb. Deux travailleurs sociaux à Beyrouth "ont passé des heures chaque semaine captant profondément la vie et l'esprit des terroristes de l'Etat islamique (EI), al-Qaïda et d'autres groupes emprisonnés dans la tristement célèbre prison de Roumieh au Liban", a rapporté

al-Monitor. Un ancien combattant de l'EI leur a dit que pour préparer les membres de l'EI à tuer des prisonniers et des otages "pendant des jours, ils regardent en continu les vidéos d'Abou Ghraib et des photos de soldats américains torturant et violant les prisonniers pendant la guerre en Irak". <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/03/terrorism-social-work-jihadist-profile-roumieh-prison.html>

Le nombre de victimes de la «Guerre contre le terrorisme». Trois organisations non gouvernementales de trois pays (Allemagne, Canada et États-Unis) ont publié un rapport, "Les chiffres des victimes après 10 ans de la «guerre contre le terrorisme» : l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan." En utilisant des documents d'archives, des études individuelles et des données publiées par les organisations des Nations Unies, les organismes gouvernementaux et d'autres ONG, l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, les Médecins pour la survie mondiale, et les Physicians for Social Responsibility ont estimé que le "décompte total des corps dans les trois principales zones de guerre", pendant les 12 années se terminant en 2013 est "d'environ 1 million de personnes en Irak, 220'000 en Afghanistan et 80'000 au Pakistan." Pour l'Irak, selon l'étude, "Lorsque l'on compare les décès figurant dans les journaux de guerre militaires américains publiés par Wikileaks avec les entrées de la base de données d'IBC [British Iraq Body Count], seulement chaque quatrième entrée des journaux de guerre se trouvait également dans IBC", et "de nombreux cas de décès sont absents des deux listes."
<http://www.psr.org/assets/pdfs/body-count.pdf>

Fichiers d'Al-Qaïda. Les dossiers pris dans l'enceinte d'Oussama ben Laden quand il a été tué ont été saisis comme preuve dans un procès pour terrorisme récemment conclu à Brooklyn, New York, a rapporté *The Intercept*. Les 150 pages publiées comprennent les communications entre Ben Laden, son chef des opérations extérieures, son directeur général et d'autres personnes connectées avec le groupe; les sujets abordés comprennent l'absence de documents de voyage, des plans pour les opérations en Somalie, et la valeur de la culture de l'huile de palme en Afrique de l'Ouest. Une comparaison par Ben Laden entre le nombre de citoyens américains qui meurent du tabagisme chaque année et le nombre de personnes américaines tuées dans les guerres en Irak et en Afghanistan l'a amené à conclure que le nombre de décès de guerre n'était pas encore assez élevé pour forcer un changement dans la politique américaine: les décès dus au tabagisme "sont un nombre énorme par rapport au nombre de tués dans les guerres en Irak et en Afghanistan, mais ils n'ont toujours pas manifesté en masse pour fermer les compagnies de tabac."
<https://firstlook.org/theintercept/2015/03/13/al-qaeda-files-bin-laden-documents-reveal-struggling-organization/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Afghanistan/Pakistan. Soulignant à nouveau l'importance des documents pour les réfugiés, l'Afghanistan et le Pakistan ont annoncé qu'ils vont commencer un effort conjoint pour enregistrer tous les réfugiés afghans qui vivent actuellement au Pakistan, a rapporté *Voice of America*. Plus de 1 million de réfugiés afghans en situation irrégulière sont soupçonnés de vivre au Pakistan, avec 1,6 millions déjà enregistrés, et le Pakistan a fixé un délai à décembre 2015 pour tous les renvoyer en Afghanistan. L'enregistrement est un effort pour aider le gouvernement afghan à planifier le retour. Un "comité de six membres conjoints d'experts afghans et pakistanais supervisera l'exercice massif" en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les deux pays et le HCR auront à gérer les enregistrements massifs lors de l'inscription et du rapatriement. <http://www.voanews.com/content/pakistan-afghanistan-team-up-to-document-refugees/2677147.html>

Afrique/France. Quand Jacques Foccart, le conseiller à long terme du gouvernement français sur la politique africaine, est décédé en 1997, *The Economist* a rapporté qu'une fois, lorsqu'on avait questionné Foccart à propos de l'assassinat d'un dissident africain, il avait répondu, "les archives

révéleront la vérité." A fin mars à Paris son affirmation a été testée, étant donné que les Archives nationales ont publié un inventaire du fonds Foccart ; des historiens et archivistes de France et de divers pays africains ont discuté son héritage dans un colloque, et *Le Monde* a publié une série d'articles sur le "dossier Foccart." <http://www.rfi.fr/afrique/20150318-france-charles-gaulle-foccart-archives-houphouet-boigny-bat-biafra/>; http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/03/24/le-rwanda-et-les-archives-du-genocide_4600215_3212.html; <http://www.economist.com/node/367386>

Arménie/Turquie. Le 24 avril 1915, les dirigeants de la communauté arménienne à Constantinople (aujourd'hui Istanbul) ont été expulsés et la plupart ont été exécutés plus tard; c'est ce jour que les Arméniens marquent aujourd'hui comme le début du génocide arménien. Comme le centième anniversaire de ce terrible événement arrive, les Arméniens et les Turcs exhortent l'ouverture des archives – les archives des uns et des autres. Le 19 mars, le président turc Tayyip Erdogan a inauguré une exposition sur la Première Guerre mondiale dans l'établissement des archives ottomanes à Istanbul. Ses remarques, rapporte *Today's Zaman*, incluent: "Oh, diaspora arménienne, oh, administration arménienne, nos archives sont ici. Nous avons des centaines de milliers de documents, plus d'un million de documents. Combien de documents avez-vous? Apportez vos documents, et nous allons charger les historiens, nos historiens, politologues, même archéologues et avocats ; nous allons chercher la vérité ici." Le Congrès national des Arméniens occidentaux s'est réuni dix jours plus tard à Paris et a publié une liste de demandes, incluant l'accès illimité aux archives historiques de l'Empire ottoman parce que c'est "nécessaire pour le rétablissement des droits des Arméniens occidentaux. Ceci devrait inclure tous les cadastres et les archives étatiques civiles, en plus de toutes les informations concernant nos pertes morales et matérielles (dommages matériels ou non matériels encourus) et les droits pertinents".

http://en.apa.az/xeber_erdogan_calls_on_armenia_and_armenia_dia_224650.html;

http://www.todayszaman.com/national_armenian-diaspora-calls-on-turkey-to-open-border-and-archives_376806.html

Arménie/Turquie/Vatican. *Catholic News Agency* a indiqué que le Vatican a publié quatre volumes de ses archives relatives au génocide arménien, y compris les "rapports de témoins oculaires qui décrivent clairement ce qui se passait." La plupart des documents sont des archives de la Congrégation pour les Eglises orientales. <http://www.catholicnewsagency.com/news/vatican-archives-shed-light-on-tragedy-of-armenian-genocide-30124/>

Bolivie/Chili/Italie/Pérou/Uruguay. Entre 1975 et 1985, les dictatures de droite en Amérique du Sud ont coopéré à l'Opération Condor, une campagne de répression politique contre les ennemis de leurs régimes. Jusqu'à 50'000 personnes ont été tuées et 30'000 ont été portées disparues, parmi eux 23 citoyens italiens. L'Italie juge maintenant 32 personnes en provenance du Chili, de la Bolivie, du Pérou et de l'Uruguay, qui selon elle, ont été impliquées dans cette affaire. Des archives massives existent sur le Condor, et les archivistes de ces pays coopèrent dans un effort pour rédiger un instrument de recherche consolidé sur Condor. <https://www.ictj.org/news/trial-operation-condor-resumes-italy>. C'est le deuxième procès lié à Condor que l'Italie a tenu; pour un regard sur les questions d'archives impliquées dans le premier procès, voir Giulia Barrera "Des condors et des juges: rêveries archivistiques sur une enquête judiciaire," *Archival Science*, décembre 2009.

<http://link.springer.com/article/10.1007/s10502-009-9109-y>

Bosnie / Croatie. Le procès pour crimes de guerre d'un homme accusé d'avoir participé à l'exécution de six prisonniers bosniaques de Srebrenica a commencé au tribunal d'un comté dans l'est de la Croatie, a déclaré *Balkan Insight*. Il a été membre de l'unité Scorpions, qui s'est filmée elle-même "prenant les six jeunes Bosniaques d'un camion, les mains liées derrière le dos, et les alignant sur une colline. Ils ont immédiatement abattu quatre d'entre eux, alors que les deux autres ont dû transporter les cadavres dans une grange, où ils ont été aussi tués. "La vidéo a été présentée lors du procès de l'ancien président serbe Slobodan Milosevic au Tribunal pénal

international pour l'ex-Yougoslavie et se trouve dans les archives du Tribunal; elle va sûrement être présentée lors de ce procès, aussi.

http://www.balkaninsight.com/en/article/member-of-scorpions-tried-croatia?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=00e5ceedfb-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-00e5ceedfb-311109073

Bosnie/Serbie/États-Unis. Les fonctionnaires des États-Unis en matière d'immigration enquêtent sur "au moins" 150 Bosniaques vivant aux États-Unis qui pourraient avoir été impliqués dans des atrocités pendant les guerres des Balkans des années 1990. En 2005, un fonctionnaire de l'Unité des contrevenants aux droits de l'homme et des crimes de guerre de l'Immigration et des douanes des États-Unis "a ramené un trésor de listes militaires serbes et a proposé de vérifier les états de service militaires individuels et les relevés de service contre les déclarations faites par les demandeurs d'asile", a rapporté le *Washington Post*. L'Unité continue de recueillir des archives de guerre en provenance des pays de l'ex-Yougoslavie et, selon le *New York Times*, "si plus de documents d'archives de Bosnie deviennent disponibles", le nombre des suspects pourrait s'élever à 600. <http://www.reuters.com/article/2015/02/28/us-usa-bosnia-warcrimes-idUSKBN0LW0XV20150228>; http://www.washingtonpost.com/local/immigration-team-chases-bosnian-war-criminals-20-years-after-conflicts-end/2015/03/08/806b834e-c1ef-11e4-9ec2-b418f57a4a99_story.html; pour un aperçu du travail de l'unité, voir <http://www.npr.org/player/v2/mediaPlayer.html?action=1&t=1&islist=false&id=393404632&m=393748291>

République tchèque/Russie/Ukraine. L'Ukraine a augmenté l'accès aux archives du State Security Service de l'ère soviétique, a rapporté *Radio Praha*. Des chercheurs tchèques de l'Institut pour l'étude des régimes totalitaires ont utilisé le nouvel accès "pour combler certaines des lacunes sur les milliers de Tchèques assez malheureux pour figurer dans les fichiers de la police secrète", incluant des juifs tchèques qui ont fini en mains soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale et les personnes qui ont été emprisonnées dans les camps de goulag. <http://radio.cz/en/section/czech-history/czech-researchers-probe-secret-soviet-era-archives-in-ukraine>

Egypte/Ethiopie/Soudan. Les présidents des trois pays ont signé une Déclaration de principes sur les droits de l'eau et la gestion du barrage Grand Ethiopian Renaissance. Les accords précédents qui remontent à 1902 n'ont pas été annulés par la nouvelle déclaration, a dit le conseiller juridique égyptien à *al-Monitor*; ces accords devraient être dans les archives nationales des pays signataires. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/03/egypt-eastern-nile-water-agreement-ethiopia-sudan.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=c4ebbd1ead-April_01_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-c4ebbd1ead-93088897

Allemagne/Grèce/Etats-Unis. Le gouvernement grec a annoncé qu'il va utiliser des copies des documents allemands de la Seconde Guerre mondiale obtenus aux Archives nationales des États-Unis pour appuyer sa demande financière de réparations allemandes pour les dommages causés pendant la guerre. *Expatica* a indiqué que le parlement grec a également "approuvé une motion afin de réactiver un comité spécial pour examiner les réparations de guerre, le remboursement d'un emprunt de guerre forcé et le retour des reliques archéologiques saisies par les forces d'occupation allemandes." http://www.expatica.com/de/news/country-news/Greece-to-use-Nazi-army-archives-for-reparation-claim-officials_453469.html

Allemagne/Pologne. Une page dactylographiée énumérant les noms de 15 détenus polonais et juifs du camp de la mort d'Auschwitz a été trouvée dans un livre d'histoire d'une école de Lodz, en Pologne, a rapporté *l'Associated Press*. La page a des bords brûlés; on sait que les SS allemands ont brûlé quelques archives avant d'abandonner le camp. http://www.israelhayom.com/site/newsletter_article.php?id=24427

Guatemala/États-Unis. Près de 800 personnes - participant à des expériences médicales au Guatemala dans les années 1940 et 1950 et les représentants et familles de 124 personnes décédées de complications de maladies qu'ils ont contractées à travers les études - ont déposé

plainte contre l'Université Johns Hopkins à Baltimore, Maryland, La Fondation Rockefeller et la société pharmaceutique Bristol-Myers Squib pour dommages causés par les expériences. Une plainte précédente contre le gouvernement des États-Unis a été rejetée. Les documents de ces études, qui ont été portées à l'attention du public en automne 2010, fournissent les preuves de la requête. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2011-09.

<http://jurist.org/paperchase/2015/04/johns-hopkins-sued-for-role-in-guatemala-std-experiments.php#> for the lawsuit see http://jurist.org/paperchase/JHU_Complaint.pdf

Inde/Pakistan. Selon *The Times of India*, "même plus de huit décennies après Bhagat Singh et le martyr de ses camarades", les Archives du Punjab ne donneront accès ni aux instruments de recherche ni "aux plus de 160 dossiers" du tribunal spécial qui a légiféré sur l'affaire Crown vs Sukh Dev, Lahore Conspiracy Case 1929-1931. Un chercheur a déclaré à *The Times*, "La tâche d'obtenir des copies des Archives de Lahore devra être entreprise par le gouvernement de l'Inde au plus haut niveau." Un combattant tôt renommé pour l'indépendance de l'Inde, Singh a été pendu en 1931 pour l'assassinat d'un officier de police britannique.

<http://timesofindia.indiatimes.com/india/160-Bhagat-Singh-files-lie-in-oblivion-in-Lahore/articleshow/46657136.cms>

Liban/Syrie. *Le National* a informé de la variété des groupes syriens et libanais qui recueillent des documents numériques et physiques sur la guerre en Syrie. Un historien syrien a déclaré qu'une grande partie de l'histoire de la Syrie se trouvait dans les photographies et la correspondance conservées dans les maisons à Damas et à Alep, mais "beaucoup de ces archives ont été abandonnées, volées, brûlées ou détruites à cause de ce conflit de quatre ans."

<http://www.thenational.ae/world/middle-east/the-race-to-save-syrias-memories-as-uprising-enters-fifth-year#full>

Nouvelle-Zélande/Pacifique Sud. *Reuters* a rapporté que les documents publiés par Edward Snowden et datant de 2009 montrent que le Bureau du gouvernement Communications Security de Nouvelle-Zélande a intercepté des "e-mails, appels téléphoniques mobiles et fixes, messages de médias sociaux et autres communications dans les petits Etats du Pacifique, notamment Fidji, Samoa, Îles Salomon, et la Polynésie française" et a partagé les matériaux avec les autres membres du "réseau de surveillance Five Eyes" (Australie, Canada, Royaume-Uni et États-Unis).

http://www.huffingtonpost.com/2015/03/04/snowden-new-zealand-spying_n_6804742.html

Nouvelles nationales.

Argentine. Le gouvernement a annoncé son intention de déclassifier tous les documents liés à l'enquête sur l'attentat contre un centre communautaire juif qui a tué 85 personnes en 1994, a rapporté *l'Associated Press*. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2015-02*.

http://www.washingtonpost.com/national/world-digest-march-13-2015/2015/03/13/59b45c04-c991-11e4-b2a1-bed1aaea2816_story.html

Le gouvernement a affiché sur son site *Archivos abiertos* (archives ouvertes) les archives de la junte militaire qui ont été trouvées dans le sous-sol du siège des Forces aériennes argentines en 2013. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2013-11*. Merci à Roman Lescano pour cette information. <http://www.archivosabiertos.com/centroDeDocumentos.php?documentos=edificioCondor>

Australie. Le *Sydney Morning Herald* a rapporté qu'un "haut responsable de l'Uniting Church" a déclaré à la Commission royale d'enquête sur les réponses institutionnelles aux maltraitances sexuelles des enfants qu'il n'a pas détruit "les documents essentiels relatifs à des abus sexuels à la Knox Grammar School." Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2015- 02*.

<http://www.smh.com.au/nsw/uniting-church-head-did-not-destroy-knox-sex-abuse-files-royal-commission-hears-20150302-13swrv.html>

Bosnie. Un musée dédié au siège de Sarajevo en 1992-1995 sera construit dans un parc du centre-ville. Un des leaders du musée a déclaré à *BIRN* que le musée aura "des installations, des expositions, un centre d'investigation, une bibliothèque numérique et des archives, dont la plupart sont déjà prêts." http://www.balkaninsight.com/en/article/construction-of-sarajevo-siege-museum-expected-soon?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=a087677b71-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-a087677b71-311109073

Canada. Grâce à un système de nom de code "Pony Express", le département de la sécurité des télécommunications du Canada (CSE) "passe au crible des millions d'e-mails envoyés aux administrations et ministères du gouvernement canadien, archivant des détails à leur sujet sur une base de données pendant des mois, voire des années," a rapporté *The Intercept*. L'information provient de documents divulgués par Edward Snowden (voir aussi Nouvelle-Zélande/Pacifique Sud ci-dessus). CSE a publié une déclaration disant que l'agence supprime les courriels canadiens interceptés s'ils ne contiennent pas de cyber-menaces. <https://firstlook.org/theintercept/2015/02/25/canada-cse-pony-express-email-surveillance/>

CBC News a indiqué que la base de données criminelles de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) "amoncèle de sérieux retards six ans après que le vérificateur général du Canada a mis en garde que le système obsolète minait les tribunaux et l'application de la loi." En 2013, quelques 400'000 casiers judiciaires n'avaient pas encore été ajoutés à la base de données; un fonctionnaire de l'association de la police a déclaré que les données inexactes pourraient dans certains cas "effectivement mettre des vies en danger" parce que la police a "besoin de connaître le passé criminel des terroristes présumés qu'ils surveillent, entre autres." La GRC a lancé un projet en novembre 2014 pour effacer les arriérés d'ici à mars 2017. <http://www.cbc.ca/news/politics/rcmp-database-remains-out-of-date-police-and-prosecutors-say-1.2989397>

Le C.D. Howe Institute a publié des recherches arguant que le Canada a besoin d'une base de données nationale de vaccination "pour aider à prévenir et traiter les incidents futurs", tels que l'épidémie de rougeole actuelle au Québec. Le chercheur principal a déclaré au *Vancouver Sun*, "une étape clé est de suivre l'état de la vaccination dès la naissance", mais "les méthodes de reporting provinciaux variés et les principales lacunes de suivi pour les enfants d'âge préscolaire limitent les informations disponibles pour les autorités de santé publique." <http://www.vancouversun.com/health/CrossCanada+vaccination+database+needed+prevent+handle+outbreaks/10881617/story.html>>

Tchad. La Cour criminelle du Tchad a condamné 20 agents de sécurité de haut niveau de la dictature Hissène Habré de 1982 à 1990. "La règle du parti unique de Habré a été marquée par de nombreuses atrocités, y compris le ciblage de certains groupes ethniques", a déclaré *Human Rights Watch*, qui en 2001 a récupéré les archives de l'ancienne Direction de la Documentation et de la Sécurité. Les archives, une preuve importante dans cette affaire, contenaient les noms des 1208 personnes qui ont été tuées ou sont mortes en détention et 12'321 victimes de violations des droits de l'homme. <http://www.hrw.org/news/2015/03/25/chad-habre-era-agents-convicted-torture>

Chine. Les agents de sécurité ont attaqué les bureaux de Yirenping Center de Beijing, une des principales organisations des droits humains, et "charrié des fichiers, des ordinateurs et des ordinateurs portables," a rapporté le *New York Times*. http://www.nytimes.com/2015/03/27/world/asia/china-raids-offices-of-rights-group-as-crackdown-on-activism-continues.html?_r=0

Colombie. Le gouvernement et les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ont continué les pourparlers de paix à La Havane. Ils ont annoncé un accord "pour supprimer les mines et autres explosifs du champ de bataille", a rapporté *Reuters*. Les statistiques gouvernementales colombiennes déclarent que 11'000 Colombiens, y compris 1'101 enfants, ont

été tués ou blessés par des mines antipersonnel et des explosifs abandonnés depuis 1990. Les négociateurs vont demander à l'Entraide populaire norvégienne de coordonner le dégageement des dispositifs. L'armée devrait avoir des documents sur le placement des mines, mais on ne sait pas si les groupes rebelles possèdent ce genre de documents.

<http://www.reuters.com/article/2015/03/07/us-colombia-rebels-idUSKBN0M30T320150307>

Également lors des négociations, les FARC ont publié une déclaration demandant au gouvernement de "procéder à l'ouverture des archives officielles et de déclassifier les informations confidentielles sur les différents sujets liés au conflit et sa persistance", a rapporté *Telesur*. Les FARC ont également demandé la création d'un comité des archives "formé d'experts et de représentants des FARC, qui va organiser et mettre en action l'ouverture et la déclassification des archives." Le délégué des FARC qui a lu la déclaration à la presse a ajouté, "une fonction de cette commission sera d'obtenir des informations en possession des Etats-Unis pour faire avancer les processus qui sont déjà en place."

<http://www.telesurtv.net/english/news/FARC-Asks-Colombian-Government-to-Declassify-Archives-20150304-0033.html>

Equateur. En 1985 Mireya Cardenas, membre d'un groupe révolutionnaire, a été capturée au Costa Rica et renvoyée sous garde militaire brutale en Equateur. Son fils a été mis "sous la garde de ses oncles et forcé à changer son nom de famille pour des questions de protection", a rapporté *teleSUR*. Actuellement, le Programme d'aide aux victimes pour la réparation l'a aidé à obtenir "sa véritable identité reconnue par l'État." Le fils, rebaptisé Basantes Cardenas, a déclaré: "Avoir cette nouvelle carte d'identité, que nous devons emporter partout, renforce l'idée que Mireya Cardenas et Fausto Basantes sont mes parents ... et cela me remplit de fierté."

<http://www.telesurtv.net/english/news/Reparations-for-Ecuadorean-Victims-of-Crimes-Against-Humanity-20150313-0023.html>

Egypte. Une vidéo de la police a été divulguée et montre quatre hommes forcés de faire face à un mur tandis que deux femmes ont été battues par la police, a rapporté *Mada Masr*. Les femmes "sont obligées de poser pour la caméra pendant qu'elles sont soumises à des agressions physiques et verbales. L'officier peu gradé filmant le raid enjoint ensuite un de ses collègues à poser avec les femmes pour la caméra et afficher son fusil dans une démonstration de fierté, menaçant les femmes que la vidéo serait publiée sur Facebook et se propager comme un virus pour les 'exposer'." Le ministère de l'Intérieur a promis d'enquêter sur l'événement.

http://www.madamasr.com/news/moi-investigate-video-police-sexually-assaulting-2-women-daqaahlia?mc_cid=bd17c71cd1&mc_eid=1de53490e0&mkt_tok=3RkMMJWWfF9wsRonua7Kcu%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdejkPmjrl1YIETMdqI%2BSLDwEYgJlv6SgFSLHMMa12z7gLLXx1%3D

Le ministère des Cultes "a décerné 400 permis de prédication à des dirigeants salafistes sans leur demander des tests oratoires, malgré les accusations antérieures et constantes du ministère qu'ils propagent l'extrémisme", a rapporté *al-Monitor*. Les salafistes "se sont engagés à ne pas utiliser la prière du vendredi à des fins politiques" et le ministère a formé un comité "pour superviser les nouveaux imams lors de la prière du vendredi, annuler leurs permis et engager des poursuites judiciaires contre eux s'ils ne respectent pas leur accord avec le ministère, et leur interdire de façon permanente de monter en chaire dans n'importe quelle mosquée du pays." Les archives des permis du ministère sont des preuves essentielles.

<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/03/egypt-endowments-decision-close-worship-places.html>

Haïti. L'archiviste national a fait appel à tous ceux qui envisagent de se porter candidat à la prochaine élection de ne pas "attendre jusqu'à la dernière minute" pour obtenir les documents démontrant leur état civil (certificats de naissance et de mariage, etc.) que tous les candidats doivent soumettre afin d'être placé sur les listes électorales. <http://www.communication.gouv.ht/archives/9483>

Islande. L'Islande est bien connue pour son programme national d'obtention des informations de l'ADN sur sa population. Les articles publiés dans la revue *Nature Genetics* ont décrit des percées

médicales qui sont actuellement réalisées en utilisant ce vaste ensemble de données. Dans son rapport sur les études, le *New York Times* a noté, "L'Islande possède aussi d'impressionnantes archives généalogiques ... Les généticiens utilisent les bases de données nationales de généalogie pour chercher les maladies qui sont particulièrement courantes dans la parenté - un signe qu'ils partagent une mutation génétique."

<http://www.nytimes.com/2015/03/26/science/in-icelands-dna-clues-to-what-genes-may-cause-disease.html>; pour l'étude <http://www.nature.com/ng/journal/vaop/ncurrent/full/ng.3247.html>

Macédoine. Après que la Commission de lustration du gouvernement a déclaré que le rédacteur en chef de la publication indépendante *Fokus* était un informateur de l'ex-police secrète yougoslave, les journalistes ont manifesté dans la rue, disant que c'était une tentative de réduire au silence une voix critique. Le président de la Commission a déclaré à un groupe de journalistes qu'il avait "des preuves tangibles que d'autres journalistes avaient travaillé pour l'agence d'espionnage", a rapporté *BIRN*. La Commission a commencé à travailler en 2009, a passé en revue plus de 29'000 fichiers personnels, et a "dénoncé" plus de 140 personnes.

http://www.balkaninsight.com/en/article/macedonian-journalists-protest-against-the-lustration-of-their-colleague?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=70981cdc5f-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-70981cdc5f-311109073

Pays-Bas. Le tribunal de district de La Haye a statué que la loi informatique de rétention du pays, qui exige que les fournisseurs de télécommunications recueillent et stockent des données au moins 12 mois, viole le droit à la vie privée et le droit à la protection des données personnelles, a rapporté le *Wall Street Journal*. <http://blogs.wsj.com/digits/2015/03/11/dutch-court-strikes-down-countrys-data-retention-law/>

Serbie. Aleksandar Cortic, un membre du parlement du petit parti Mouvement du renouveau serbe, a présenté un projet de déclaration condamnant tous les meurtres commis par l'ancien régime communiste yougoslave et exhortant l'ouverture des archives de la police secrète. Cortic déclare: "Une des lignes les plus importantes de la déclaration, c'est que nous voulons faire adopter la Loi sur l'ouverture des archives secrètes. Ces documents doivent être mis à la disposition du public." Selon *Balkan Insight*, les archives serbes "sont sensées contenir des milliers de documents secrets. Il y eu deux tentatives dans les années 2000 pour les faire ouvrir, mais les deux ont échoué."

http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-should-condemn-communist-opression?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=00e5ceedfb-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-00e5ceedfb-311109073

Afrique Du Sud. La Commission Vérité et Réconciliation de l'Afrique du Sud a tenu un certain nombre d'audiences à huis clos plutôt qu'en public pour faire face à certains crimes particulièrement odieux, y compris des meurtres très médiatisés, des bombardements et des décès en garde à vue. Le South Africa History Archive (SAHA), utilisant la Loi de la promotion par l'accès à l'information (DPAI) et ensuite un procès, a eu accès à la fin de 2014 à 174 documents de ces audiences. Le *Daily Maverick* a rapporté que SAHA déclare que tandis que certaines des informations dans les dossiers sont "certainement controversées," la plus grande importance de son succès dans le procès est le renforcement de la puissance du PAIA.

<http://www.dailymaverick.co.za/article/2015-03-31-trc-secret-records-finally-out-in-the-open/>

La Plate-forme Archive, une initiative conjointe de l'Université de Cape Town et de la Fondation Nelson Mandela, a publié un rapport, *L'état des archives: une analyse du système archivistique étatique, 2014*. Elle déclare l'état de la tenue des dossiers du gouvernement "embarrassant." Un article sur le rapport, écrit par un chercheur de l'Université de Cape Town, a souligné le problème avec les registres fonciers, qui, dit-il, sont volés dans les archives "apparemment par des gens qui veulent stopper les réclamations sur les terres qu'ils occupent ou qui veulent renforcer leurs propres revendications lorsqu'ils sont mis en concurrence ou qu'il existe des chevauchements sur

les revendications." L'écrivain a ajouté: "Penser que nous pouvons avoir un processus de réforme des terres bien ordonné compte tenu de l'échec à prendre des mesures de base pour sécuriser et rendre accessible les archives disponibles est irréaliste."

<http://mg.co.za/article/2015-03-27-department-fails-to-protect-archives-and-democracy>

Syrie. L'opposition syrienne a commencé à afficher sur une page Facebook (Standwith Ceasar) et sur www.safmcd.com/martyr/ des photographies de détenus qui sont morts dans les prisons syriennes, choisies parmi les près de 27'000 photographies sorties en contrebande de Syrie par un photographe de la police qui agit sous le pseudonyme de César, a rapporté le *New York Times*. Les photos ont été données au FBI en juillet pour tenter d'identifier les victimes, mais seulement un petit nombre d'identifications ont encore été faites; par conséquent, l'opposition a décidé de poster des photos afin que les membres de la famille puissent identifier les disparus "et potentiellement servir de plaignants dans les cas de crimes de guerre qui pourraient être déposés dans les tribunaux en Europe et peut-être aux États-Unis."

http://www.nytimes.com/2015/03/05/world/middleeast/syrian-opposition-to-post-thousands-of-photos-of-dead-detainees.html?_r=0

Togo. *Libération* a publié un article par Adama Aly Pal, l'archiviste de la Commission de vérité au Togo, réfléchissant sur les enjeux auxquels fait face la commission et comment s'est déroulée la gestion de ses archives. http://www.liberation.fr/monde/2015/03/24/au-togo-les-dossiers-de-la-terreur-au-service-de-la-reconciliation_1227548

Tunisie. En décembre dernier, trois Tunisiens combattant avec l'Etat islamique (EI) sont apparus dans une vidéo prononçant une mise en garde que la Tunisie ne serait pas en sécurité "aussi longtemps que la Tunisie ne sera pas régie par l'islam." Comme le Musée du Bardo à Tunis a été attaqué le 18 mars, tuant 19 personnes et blessant une vingtaine d'autres, "les partisans de l'Etat islamique ont à nouveau circulé la vidéo sur les médias sociaux, célébrant l'attaque comme un accomplissement de cet avertissement", a rapporté le *New York Times*. Il est clair que certains affiliés (sinon l'EI lui-même) conservent un service d'archives de vidéos de l'Etat Islamique.

http://www.nytimes.com/2015/03/19/world/africa/gunmen-attack-tunis-bardo-national-museum.html?_r=0

<http://www.businessnews.com.tn/disparition-de-plusieurs-documents-des-archives-de-la-presidence.520.54349.3>

Turquie. A "une réunion du parti au parlement", le leader du parti politique d'opposition, CHP, a montré un document du service de renseignement de la Direction générale de la police qui décrit deux programmes d'analyse de données qui collectent des informations" avec leurs bases de données contenant maintenant des détails personnels sur chaque personne dans le pays", a rapporté *al-Monitor*. Le CHP a également publié un rapport basé sur les données actuelles par l'Institut officiel des statistiques turques montrant le niveau de pauvreté élevé en Turquie et le nombre croissant d'accidents du travail.

http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/03/turkish-opposition-draws-up-alarming-poverty-map.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=c4ebbd1ead-April_01_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-c4ebbd1ead-93088897

Royaume-Uni. Se mettant dans un sérieux embarras ... le Serious Fraud Office a été condamné à une amende de £ 180'000 pour avoir envoyé "des milliers de documents confidentiels d'une enquête de grande envergure" à la mauvaise personne, a rapporté *ITV*. Les documents sur 64 personnes incluaient des relevés bancaires, des factures d'hôpital, les détails du passeport et d'autres informations. <http://www.itv.com/news/2015-03-30/serious-fraud-office-fined-180-000-after-sending-confidential-documents-to-wrong-person-in-astounding-blunder/>

Le Comité de renseignement et de sécurité du Parlement a publié un rapport sur son enquête sur les détails de l'activité de surveillance britannique, lancée après les révélations de 2013 à partir de documents obtenus par Edward Snowden. Selon *The Guardian*, la "révélation unique la plus importante" est que les agences de renseignement "ont eu la possibilité d'éplucher des dossiers et

des formulaires personnels et d'examiner «des ensembles de données personnelles en vrac» sans aucun contrôle légal". Cependant, le rapport a également déclaré que les agences ont agi dans le cadre de lois existantes et la collecte des "données en vrac par le gouvernement ne veut pas dire surveillance de masse ou menace pour la vie privée". Et "dans une section fortement censurée", le rapport déclare que les jeux de données existants contiennent des "renseignements personnels au sujet d'un large éventail de personnes", "varient en taille de quelques centaines à des millions d'enregistrements", et "il qu'il n'y a aucune contrainte légale sur le stockage, la retenue, la conservation, le partage et la destruction. "

<http://www.theguardian.com/us-news/2015/mar/12/uk-surveillance-laws-need-total-overhaul-says-landmark-report-edward-snowden>

États-Unis. Le ministère de la Justice américaine a publié un rapport sur les pratiques du département de police de Ferguson, Missouri, où le meurtre d'un homme noir non armé l'été dernier par un policier blanc a conduit à des jours d'émeutes. Les enquêteurs "ont mené des centaines d'interviews, revu 35'000 pages de documents de police et ont analysé les données raciales compilées pour chaque poste de police", a rapporté le *New York Times*, et a conclu que le service de police de Ferguson avait systématiquement violé les droits constitutionnels de ses résidents noirs.

<http://www.nytimes.com/2015/03/04/us/justice-department-finds-pattern-of-police-bias-and-excessive-force-in-ferguson.html>

Le ministère de la Défense (DoD) a annoncé que les anciens combattants qui ont été exposés à des armes chimiques en Irak "recevront la documentation de leur exposition et leurs dossiers médicaux seront mis à jour" ; cette information "sera également partagée avec le ministère des Anciens Combattants pour aider les anciens combattants à recevoir des soins médicaux ou de soumettre des demandes d'aide", a rapporté le *New York Times*. DoD a déclaré qu'il analysera «au moins» 1500 personnes, bien que "la révision des dossiers médicaux de ceux qui avaient rempli leurs formulaires de santé post-déploiement avaient trouvé peu de cas d'exposition probable à ce jour." <http://www.nytimes.com/2015/03/26/world/middleeast/army-apologizes-for-handling-of-chemical-weapon-exposure-cases.html?ref=us>

Dans un article sur l'accès des patients à leurs dossiers médicaux, le *New York Times* a mis en vedette un homme qui a recueilli "la vidéo de son intervention de 10 heures, des dizaines d'images médicales, des données de séquençage génétique, et 300 pages de documents cliniques."

http://www.nytimes.com/2015/04/01/technology/the-healing-power-of-your-own-medical-data.html?_r=0

Wikimedia et d'autres groupes ont poursuivi la National Security Agency des États-Unis en disant que l'Agence viole "les protections constitutionnelles des USA et de la loi en puisant dans des câbles, commutateurs et routeurs de grande capacité, qui transportent le trafic Internet à travers les États-Unis", viole la vie privée des Américains, et rend les individus dans le monde entier moins susceptibles de partager des informations sensibles, a rapporté *Reuters*.

<http://www.reuters.com/article/2015/03/10/us-usa-nsa-wikipedia-idUSKBN0M60YA20150310>

Plus tôt cette année, l'Université de Stanford a déterminé que les étudiants, selon la loi des États-Unis, avaient le droit de voir leurs dossiers d'admission à l'université (voir *Nouvelles HRWG 2015-01*). Stimulé Inquiétés par cette décision, les universités à travers les États-Unis sont en train de détruire leurs dossiers d'admission, a rapporté *buzzfeed.com*.

<http://www.buzzfeed.com/mollyhensleyclancy/elite-colleges-are-now-destroying-admissions-records#.pubQQN4k6>

Dans un exemple fascinant de la recherche archivistique, une équipe de chercheurs californiens a utilisé un ensemble de documents personnels à l'Université de l'Illinois pour démontrer comment l'industrie sucrière a « influencé » la recherche dans les années 1960 sur la façon d'éradiquer la carie dentaire et les efforts visant à inciter les gens à manger moins sucre. La carie dentaire est encore un problème important aux États-Unis. Pour le rapport, voir *PLOS Medicine*

<http://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1001798>

Dans le mémoire d'un "intervenant désintéressé" déposé dans une procès devant la Cour suprême des États-Unis sur la constitutionnalité des lois de l'Etat qui interdisent aux couples de même sexe de se marier, la Société Mattachine a fourni des informations à partir de ses recherches dans les archives de la Commission US Civil Service qui enquêtait sur la «loyauté» et «l'adéquation» des travailleurs. Appelant son travail de "l'activisme archivistique", un membre de la Société a déclaré que "l'enquête et le licenciement des employés fédéraux gais et lesbiennes était exécuté comme tirer sur des poissons dans un tonneau pour les conseillers généraux et le personnel juridique de la Commission de la fonction publique. L'animosité, presque sportive comme dans leurs écrits, est documentée dans des décennies de documents juridiques que nous avons découverts cette année aux Archives nationales."

http://www.huffingtonpost.com/peter-montgomery/the-animus-amicus-archive_b_6896624.html

États-Unis / Californie. Le "tourisme de naissance" est une entreprise qui prend des dispositions pour que des femmes enceintes viennent aux États-Unis avec des visas touristiques pour donner naissance à des bébés qui, après être nés aux États-Unis, seront des citoyens ayant droit à des certificats de naissance et des passeports. Les agents de l'Immigration and Customs Enforcement ont perquisitionné 37 endroits en Californie associés aux activités de "tourisme de naissance", "à la recherche de documents, enregistrements informatiques et autres preuves de fraudes fiscales et d'immigration", a rapporté le *New York Times*. Selon les affidavits déposés à l'appui des mandats de perquisition, les entreprises "cachaient leurs revenus et des comptes bancaires étrangers" ; il est clair que l'objectif du gouvernement est de "sévér sur l'industrie de promotion du tourisme de maternité, plutôt qu'accuser les femmes ayant des bébés" qui ont été encouragées à "dire des mensonges aux autorités américaines au sujet de l'intention de leur voyage" afin d'obtenir un visa de touriste. <http://www.nytimes.com/2015/03/04/us/california-homes-raided-in-federal-crackdown-on-chinese-birth-tourism.html>

États-Unis / Massachusetts. Le Mouvement Occupy des années 2011-2012 a été une manifestation de masse contre l'inégalité économique et sociale; la Police de Boston a regardé les manifestants. Après que la *Jamaica Plain Gazette* a déposé une demande publique d'accès aux dossiers de surveillance de la police, la police a déclaré, "Tous les dossiers liés à Occupy-Boston ont été purgés il y a un certain temps, et nous n'avons pas de rapports de renseignement dans notre base de données Intel reliés aux activités d'Occupy-Boston." Le journal a noté que la destruction "rendait impossible le fait de connaître l'ampleur de l'espionnage."

<http://jamaicaplaingazette.com/2015/03/27/bric-says-it-purged-occupy-boston-spy-files/>

États-Unis / New York. Un gigantesque incendie dans un entrepôt de Brooklyn en janvier a détruit les archives de plus de 1 million de procès à huis-clos de la Cour suprême de l'Etat et des tribunaux de la famille dans les cinq arrondissements de New York City, certains cas datant d'avant 1861 et d'autres aussi récents que 2011, a rapporté *Reuters*.

<http://www.reuters.com/article/2015/03/03/us-new-york-documents-fire-idUSKBN0LZ2QE20150303>

Publications et demandes.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a publié "Règlement d'outils juridiques pour les Etats post-conflit : Archives". Le public visé est le personnel des bureaux de la Commission dans le domaine. http://www.ohchr.org/Documents/Publications/HR_PUB_14_4_Archives_en.pdf

La Coalition des sciences et des droits de l'homme, de l'Académie Américaine pour l'Avancement de la Science, a publié une version mise à jour des "*Human Rights 101: A Brief College-Level Overview*". Le document est destiné aux étudiants de niveau du collège, mais il sert aussi comme cours de recyclage utile pour les praticiens des droits de l'homme et une introduction pour les

personnes ayant un intérêt sur le sujet.

http://www.aaas.org/sites/default/files/content_files/AAAS%20Coalition%20Human%20Rights%20101_0.pdf

Projet Mossoul, une action bénévole par les boursiers du réseau de formation initiale pour le patrimoine culturel numérique, est à la recherche de bénévoles pour aider à restaurer virtuellement le musée de Mossoul. Cela comprend trouver des photos, traiter des données, contribuer au site Web et généralement aider et organiser les efforts pour identifier les objets du musée. Veuillez contacter projectmosul@itm-dch.net.